Alliance Police, hors de nos luttes !

Solidaires 13 a toujours combattu les fascistes et lutté pour une société égalitaire, solidaire, démocratique et de justice sociale. Or "Alliance Police" est un syndicat d'extrême-droite dont les valeurs sont aux antipodes des nôtres.

On le rappelle, lors d'une mobilisation nationale organisée par Alliance le 31 janvier dernier, le rassemblement marseillais réunissait notamment Franck Allisio, député du Rassemblement National, et plusieurs de ses alliés politiques en tête de cortège, une présence largement documentée par la presse locale. À Paris, c'était Sarah Knafo, Marion Maréchal et Nicolas Dupont-Aignan qui étaient en tête de cortège. Cette proximité affichée avec l'extrême-droite illustre les orientations politiques que nous dénonçons.

On le rappelle également, ce syndicat policier fait partie de la CFE-CGC (Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres) dont l'ancien président avait déjà dénoncé la présence de militants d'extrême-droite en son sein dans un article du Monde datant du 4 février 2026 et d'anciens secrétaires nationaux avaient même réclamé l'exclusion d'Alliance de leur confédération dans un article du 16 octobre 2026, toujours dans le Monde.

Déjà le 29 septembre dernier, Solidaires 13 avait regretté leur présence dans la manifestation syndicale à Marseille pour défendre les services publics, les salaires et les conditions de travail des agents de la fonction publique, et nous l'avions dénoncé en intersyndicale interprofessionnelle des Bouches-du-Rhône les jours suivants.

Cette présence est d'autant plus inacceptable dans un contexte de répression policière extrêmement violente des mobilisations sociales, marquées par des mutilations et des blessures graves, violences policières qui dans les quartiers ségrégués conduisent régulièrement à des morts, de Mohamed Bendriss à Mehdi Laoufi en passant par Souheil El Khalfaoui et Zineb Redouane pour ne citer que certains exemples marseillais récents. Alors que les violences policières continuent de frapper les manifestant·es et les quartiers populaires, Alliance réclame davantage de moyens et de prérogatives pour les forces de l'ordre, tout en parlant dans d'anciens communiqués de "nuisibles" ou de "sous êtres humains" pour désigner les manifestant·es de mobilisations précédentes.

Dans deux jours, le 19 novembre, le Sénat doit examiner, selon un calendrier accéléré, la proposition de loi dite « permis de tuer », instaurant une présomption de légitime défense pour les policiers faisant usage de leur arme. Ce texte suscite de vives inquiétudes quant au risque d'impunité policière. Samedi dernier, à Marseille, une manifestation qui entendait précisément s'opposer à cette proposition de loi a été interdite.
Dans un article pour Valeurs Actuelles du 16 octobre dernier, le délégué national d'Alliance, Yoann Maras, se plaignait que les policiers "ne [puissent] pas se servir de leur armement intermédiaire" et réclamait que "l'Etat siffle la fin de la récréation ".
Comment accepter qu'avec de tels discours des militants d'Alliance défilent dans nos manifestations?

Comment accepter que celles et ceux qui dénoncent les violences policières et d'avantage de justice sociale voient leur droit de manifester restreint, tandis qu'un syndicat d'extrême-droite comme Alliance occupe l'espace public pour réclamer toujours plus de pouvoir répressif pour la police ?

Nous refusons de laisser la rue à l'extreme droite, nous refusons de défiler avec ce syndicat.

Aujourd'hui, comme tous les jours, nous ne céderons pas un pouce de terrain à l'extrême-droite. Alliance police, hors de nos rues et hors de nos luttes!
Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartiers pour les fachos !

Marseille, le 17 novembre 2026

Sud Union syndicale Solidaires Bouches-du-Rhone
@solidaires13
04.91.91.90.53 contact@solidaires13.org